

Appel à "l'arrêt total et illimité du pays" à partir du 10 septembre : les syndicats et LFI doivent en être !

Depuis quelques jours circule un « appel national à la solidarité du peuple pour un arrêt total, général et illimité du pays à partir du 10 septembre » (voir <https://tendanceclaire.org/breve.php?id=46107>). Nous ne savons pas qui a lancé cet appel, mais il ressemble fort, par son contenu, son vocabulaire et sa tonalité, à ceux par lesquels le mouvement des Gilets jaunes avait commencé à l'automne 2018. Sur les réseaux sociaux, il est soutenu et relayé par des dizaines de milliers de personnes. Il se présente comme émanant de « citoyennes et citoyens épisés, invisibles, pressés comme des citrons », qui veulent « cesser de faire tourner une machine qui nous broie ». Il appelle à un « BOYCOTT TOTAL », à l'arrêt des achats, de la consommation, du travail, de l'école. Il rappelle que, « SANS NOUS, ILS NE SONT RIEN ». Il montre l'exaspération populaire : « Stop à ce racket en bande organisée. Assez de sacrifices silencieux, assez de profits sur nous, assez de promesses creuses. » Il souligne enfin que le 10 septembre est « une date qui peut tout changer si nous sommes ENSEMBLE ».

Cet appel est une réponse totalement légitime à l'annonce par Bayrou d'un budget qui constitue une offensive majeure contre les travailleur/se-s (voir notre article : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2013>). Nous lui apportons notre soutien. Nous appelons les organisations du mouvement ouvrier, les syndicats, LFI et les organisations qui se disent de gauche ou révolutionnaires, les associations militantes ou d'aide à la population, à faire de même. Alors que les annonces de Bayrou ont été faites depuis près de deux semaines, les organisations syndicales sont non seulement restées l'arme au pied jusqu'à présent (alors que tous les travailleur/se-s sont loin d'être en vacances), mais n'ont même pas fixé une première date de mobilisation à la rentrée. Elles ont encore moins annoncé un vrai plan de bataille pour faire reculer le gouvernement et imposer dans la rue la démission de Bayrou, voire de Macron. Certaines envisageraient même d'aller rencontrer Bayrou ou ses ministres pour « négocier » des miettes au lieu de s'opposer frontalement aux coupes budgétaires sans précédent qui ont été annoncées et sur lesquelles le gouvernement ne reculera évidemment pas sans y être contraint par la lutte.

Il faut tirer les leçons des derniers grands mouvements sociaux qu'a connus le pays : le mouvement des Gilets jaunes (auquel nous avons pour notre part appelé et participé dès le début, avant toutes les autres organisations du mouvement ouvrier, y compris



d'extrême gauche, voir notre article du 11 novembre 2018 :

<https://tendanceclaire.org/article.php?id=1459> [1]) et la mobilisation contre la réforme des retraites au printemps 2023. Malgré leur recouplement partiel, il s'agit de deux types différents de mobilisations, car ce ne sont pas les mêmes secteurs de la population qui y ont participé et les formes de lutte ont été différentes. Or, par sa composition profondément populaire, sa radicalité, ses blocages et ses manifestations de type pré-insurrectionnel, le mouvement des Gilets jaunes avait obtenu en quelques semaines des reculs et des concessions du gouvernement (annulation de plusieurs taxes ou hausses de taxes, suppression de la hausse de la CSG pour les retraites de moins de 2000 euros, hausse de la prime d'activité, gel du prix des énergies, prime à la casse, chèque énergie, etc. [2]). En revanche, malgré la puissance des journées de grève et de manifestations, malgré sa capacité potentielle à bloquer vraiment le pays par l'arme de la grève, le mouvement contre la réforme des retraites avait échoué – et la responsabilité en incombe avant tout aux directions syndicales, qui avaient refusé d'appeler à la grève générale et de bloquer le pays, notamment à partir du 7 mars 2023, à l'acmé du mouvement.

La conclusion est donc claire : il faut que tous les secteurs de la population, syndiqués et non syndiqués, Gilets jaunes et manifestants « classiques », se retrouvent ensemble dans la rue, dans la grève et dans le blocage généralisé du pays. Les directions syndicales doivent appeler à faire grève le mercredi 10 septembre et à manifester partout en France avec celles et ceux qui ont lancé l'appel à « l'arrêt total, général et illimité du pays à partir du 10 septembre ». Nous devons nous préparer dès maintenant, à la base, dans toutes nos structures syndicales, dans toutes nos organisations, à nous engager dans un grand mouvement qui dure jusqu'au retrait du projet de budget et la chute de Bayrou, voire de Macron. Pour cela, nous devons nous préparer à de puissantes manifestations, à des blocages d'entreprises et de nœuds stratégiques, et à la grève reconductible. Nous devons exiger des directions syndicales que, sur la base du succès probable du 10 septembre, elles lancent un appel à la grève générale et qu'elles s'y préparent dès maintenant par un véritable plan de bataille global et national (en s'appuyant sur les secteurs les plus stratégiques où les forces syndicales sont puissantes, pour étendre cela à tous les secteurs, tirés par les plus avancés).

La direction de LFI et des organisations qui se disent de gauche ou révolutionnaire doivent se prononcer dans le même sens, dès maintenant. Il ne faut pas attendre des jours précieux, voire des semaines, avant de soutenir le mouvement qui va commencer le 10 septembre, et qui prendra certainement des formes comparables à celui des Gilets jaunes. Il ne faut pas attendre des jours précieux, voire des semaines, avant d'interpeller les directions syndicales. L'été doit servir à préparer la rentrée sociale par des discussions avec les collègues, avec les ami-e-s, dans la famille, sur les réseaux sociaux...

Ce mouvement ne sera pas seulement « social », mais d'emblée « politique ». Cela ne veut pas dire qu'on puisse se contenter d'un relai parlementaire. Nous savons que les

député-e-s de LFI continueront de mener, dès la rentrée, la lutte à l'Assemblée nationale et proposeront notamment une motion de censure pour faire tomber Bayrou au moment du vote du budget. Il faudra d'ailleurs évidemment, cette fois, que le PS la vote, et auparavant qu'il n'aille pas négocier avec Bayrou, car il n'y a rien à obtenir de lui. Cela conduirait alors à une crise politique au niveau institutionnel. Mais il est pour nous hors de question d'attendre le vote du budget en novembre ! Le mouvement va commencer le 10 septembre et c'est donc dans la rue que l'essentiel de la séquence va se jouer. C'est également sur la base d'un puissant soulèvement populaire, et non au Parlement, que l'on pourra remettre sur le devant de la scène l'exigence de la démission de Macron. Les parlementaires de LFI et ceux qui se réclament du NFP devront profiter de leur notoriété et de leur présence médiatique pour soutenir le mouvement, tout en venant sur le terrain pour défendre et médiatiser les blocages et les grèves.

Quoi qu'il en soit, les militant-e-s de LFI, de l'extrême gauche et des organisations qui veulent vraiment être de gauche, les syndicalistes dits « lutte de classe », les membres des associations militantes et d'aide à la population, devront se retrouver dans ce mouvement, participer à sa construction. Les révolutionnaires en particulier devront veiller à son auto-organisation et à son autonomie politique. Il ne s'agit pas d'imposer nos vues, mais d'être à l'écoute des demandes et des préoccupations, tout en faisant profiter de notre expérience militante et de nos propositions politiques les nouveaux et les nouvelles venu-e-s et, lorsque cela est opportun, de faire des ponts entre les revendications immédiates exprimées par le mouvement et la perspective du renversement du capitalisme.

Combinée avec la recherche d'une convergence avec les jeunes et les travailleurs issus de l'immigration sur la question des violences policières et du racisme, cette orientation est la seule qui puisse, en redonnant confiance aux travailleur/se-s et à toutes celles et ceux qui se mobiliseront, empêcher que le RN manipule ce mouvement, le récupère de façon populiste, voire y envoie des groupes fascistes (comme cela avait pu être le cas de certaines manifestations des Gilets jaunes), en tout cas en tire les bénéfices politiques. Il ne manquera pas d'essayer de le faire dès le début et, en cas d'échec de la mobilisation, le désespoir pourrait conduire plus de gens encore à se tourner vers lui. La responsabilité des syndicats et des organisations qui se disent de gauche est énorme de ce point de vue aussi. Ne pas faire le nécessaire pour que ce mouvement gagne, c'est assurer au RN, qui a déjà failli remporter les dernières législatives, une prochaine victoire électorale.

En revanche, avec une stratégie de blocage total et de grève générale, avec l'objectif de chasser Bayrou et Macron, avec une plateforme de revendications la plus complète et la plus avancée possible, le mouvement qui commencera le 10 septembre pourra marquer un coup d'arrêt au rouleau compresseur capitaliste et ouvrir des perspectives inédites, incluant la question du pouvoir. À nous toutes et tous de nous y préparer au mieux dès maintenant !

Notes

[1] La Tendance CLAIRE était alors dans le NPA et notre proposition que le NPA appelle à la manifestation du 17 novembre (la première des Gilets jaunes) avait été malheureusement mise en échec par la majorité du Comité exécutif : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1462>). Le NPA n'avait redressé la barre qu'un peu plus tard, face à l'ampleur du mouvement, bientôt suivi d'autres organisations d'extrême gauche et de quelques syndicats.

[2] Voir <https://www.radiofrance.fr/franceinter/voici-la-liste-exhaustive-de-tout-ce-que-les-gilets-jaunes-ont-obtenu-depuis-le-debut-du-mouvement-4647551>

Luc Raisse, le 30 juillet 2025